

Mulhouse, le 23 mai 2005

Rapport de l'Inspecteur des Installations Classées

Objet : Installations Classées.-
Sté ALCOA ARCHITECTURAL PRODUCTS
Demande d'autorisation d'étendre à MERXHEIM, l'exploitation d'installations de laquage de tôles d'aluminium.

Référ. : Transmission préfectorale du 14 février et du 17 mai 2005

I - Présentation de la demande

La Sté ALCOA ARCHITECTURAL PRODUCTS a déposé le 11 février 2005 un dossier de demande d'autorisation en vue d'étendre ses activités de laquage de tôles d'aluminium .

II - Situation générale de l'établissement

1. Description sommaire des activités

L'usine fabrique deux types de produits à partir de bandes d'aluminium.

1) le produit «Reynolux» est prélaqué par un procédé de laquage en continu.

La bande support est déroulée et subit un traitement de surface (nettoyage puis chromatation).

Un primaire est ensuite appliqué sur la bande et celle-ci passe dans un four de cuisson, puis est refroidie à l'air et à l'eau, avant l'application d'une deuxième couche de vernis suivie de la cuisson et du refroidissement final.

La bande ainsi laquée est réenroulée.

- 2) le produit composite aluminium « Reynobond » est un panneau multicouches, composé de deux tôles d'aluminium prélaquées et thermocollées de part et d'autre d'une âme en polyéthylène réalisée par extrusion.

Un film de protection est appliqué sur les panneaux qui, en sortie de la chaîne fabrication, sont découpés et empilés en vue de leur expédition.

2. Situation administrative

L'installation actuelle a été autorisée par arrêté N° 011220 du 2 mai 2001. L'extension projetée consiste à l'installation d'une ligne de laquage supplémentaire destinée à remplacer la ligne actuellement exploitée dans l'usine I située au cœur du village.

Les installations classées autorisées et celles relatives à l'extension, sont répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité actuelle	Quantité extension	Quantité totale	unité
Dépôt aérien de liquides inflammables de 1 ^{ère} catégorie	1432-2-a	A	176,2	113	291,2	m ³
Travail mécanique des métaux : puissance sup. à 500 kW	2560-1	A	601	535	1136	kW
Traitement des métaux pour le dégraissage et la chromatisation : Volume des cuves sup. à 1500 l	2565-2-a	A	9,1	12,7	21,8	m ³
Nettoyage dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	2564-1	A	0,5	3	3,5	m ³
Application, cuisson et séchage de vernis. Enduction au rouleau	2940-2a	A	13.500	19.000	32.500	kg/j
Réfrigération ou compression (installations de)	2920-2-b	D	195	278	473	kw
Matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques (Emploi ou réemploi de..) 1. par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression	2661-1-a	A	60	idem	60	t/j
Matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques (Emploi ou réemploi de..) 2. par tout procédé exclusivement mécanique	2661-2-b	D	12	idem	12	t/j
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité sup. à 500 t)	1510	NC	193	80	273	t
Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :	2915-2	D	900	idem	900	l
Installation de distribution de liquide inflammable. (1 pompe GO)	1434	NC	0,6	idem	0,6	m ³ /h
Installations de combustion : chaudières non raccordables (GN)	2910-A	NC	1,4 1,4	< 2	individuel el< 2	MW
Matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques (Stockage de..) 1. Polyoléfines (polyéthylène, polypropylène, et copolymères associés), polystyrène, polyesters, polycarbonates, caoutchouc et élastomères halogénés ou azotés)	2662-b	D	600	200	800	m ³
Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères,	2663	NC	50	50	100	m ³

résines et adhésifs synthétiques) [Stockage de..]						
Stockage d'acétylène	1418-3	NC	12	idem	12	kg
Atelier de charge d'accumulateurs	2925	D	57	5	62	kW
Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de)	1530	NC	205	205	410	m ³
Utilisation et stockage de substances toxiques liquides	1131-2-c	D	6	3	9	t
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (Installations de..) Lorsque l'installation n'est pas du type "circuit primaire fermé"	2921-1-a	A (antériorité pour les existantes)	1400 + 1750	1200	4350	kW

Régime : A = Autorisation ; D = Déclaration ;

III- Enquête publique et avis des services administratifs

1. Enquête publique

L'enquête publique prescrite par l'arrêté n°2005-66-1 du 7 mars 2005, s'est déroulée du 29 mars au 26 avril conformément aux dispositions de cet arrêté.

- Une seule observation a été recueillie transmise par lettre.

La signataire de cette lettre se plaint que la pollution de l'air générée par l'usine actuelle, l'empêche de dormir chez elle. Elle est contre une extension. Elle insinue que la mort de son mari pourrait être liée à la pollution générée par ALCOA et suggère de consulter son dossier médical.

Dans son mémoire en réponse, ALCOA affirme respecter la réglementation, et rappelle le montant de 1,25 millions d'euros, investi entre 2003 et 2005 pour la protection de l'environnement.

L'exploitant précise également que :

- la campagne de mesures dans l'air ambiant effectuée en 2002 suite aux plaintes, n'a pas mis en évidence une pollution, les valeurs étaient inférieures aux limites de dosage ;
- la nouvelle ligne de laquage va générer 30% de solvants en moins par m² produit ;
- le médecin rencontré, ayant soigné le mari décédé de la plaignante, n'a pas confirmé de relation entre le décès et les émissions d'ALCOA.

- Avis et conclusion du commissaire - enquêteur

Au vu du déroulement de l'enquête et du mémoire en réponse de l'exploitant, le Commissaire Enquêteur ne juge pas opportun d'émettre de réserves sur une opération dont tous les aspects ont été correctement exposés et identifiés.

Le Commissaire Enquêteur décide de donner un **AVIS FAVORABLE SANS RESERVE** à la demande, présentée par **ALCOA ARCHITECTURAL PRODUCTS** à MERXHEIM, d'autorisation d'étendre certaines de ses installations de l'usine 2.

2. Enquête administrative

↳ *Avis de la Direction départementale de l'équipement : non parvenu*

↳ *Avis de la MISE du 25 avril 2005*

Ce dossier appelle de la part de la MISE les remarques suivantes :

- Etude d'impact pages 97 et 101, étude de danger page 293 : la MISE note le projet de création de deux bassins de confinement des eaux avant rejet. La MISE demande que les échéances soit fixées pour ces créations sachant que l'exploitant s'est engagé dans son dossier pour un premier bassin en mai 2005. Elle demande que le positionnement des bassins intègre le risque inondation (voir ci-dessous) et soient implantés hors zone à risque pour éviter une potentielle de remobilisation des matières décantées ;
- Etude d'impact page 99 : la MISE demande que le projet d'arrêté prescrive à l'exploitant que l'information relative à l'évolution de ses rejets soit transmise au gestionnaire de la station d'épuration pour une révision éventuelle de la convention ;
- Etude d'impact page 113 : la MISE souhaite voir aboutir le projet de l'exploitant visant à limiter les infiltrations et l'entraînement des composés à base de chrome ;
- Etude de danger pages 247 et 294 : les études réalisées dans le cadre du futur plan de prévention du risque inondation (PPRI) de la Lauch ont redéfini les zones inondables du secteur : le projet se situe pour sa partie nord, en zone jaune, zone à risque inondation en cas de débordement ou rupture des digues de protection contre les crues (secteur partiellement inondé lors de la crue de février 1990). La MISE demande que les stockages de tous produits susceptibles de polluer les eaux soient surélevés d'environ 30 cm par rapport au niveau du terrain naturel ou réalisés dans des récipients étanches à double paroi, lestés et fixés afin de ne pas être emportés par la crue. Elle précise que cette prescription devant être reprise dans le futur règlement du PPRI pour les structures existantes lors de sa signature, il paraît utile de prévenir l'exploitant le plus en amont possible de son projet afin qu'il puisse l'intégrer lors de la construction de l'usine.

La MISE émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte de ses remarques.

↳ *Avis de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale du 18 mai 2005*

La DDASS émet un avis favorable. Elle note que deux tours aéroréfrigérantes supplémentaires sont prévues et que des recherches sont en cours pour remplacer le produit de chromatation par un produit exempt de chrome

↳ *Avis du Service départemental d'incendie et de secours : non parvenu*

↳ *Avis du SIDPC : non parvenu*

↳ *Avis de la DIREN du 24 mars 2005*

La DIREN se range à l'avis de la MISE

↪ *Avis de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse : non parvenu*

↪ *Avis de l'INAO du 21 mars 2005*

L'INAO n'émet pas d'objection

3) Avis des Conseils Municipaux

↪ *Conseil Municipal de GUNDOLSHEIM (séance du 29 mars 2005)*

Après étude et discussion, le Conseil municipal émet un avis favorable à la demande d'extension

↪ *Conseil municipal d'ISSENHEIM (séance du 31 mars 2005)*

Après étude et délibération, le Conseil municipal émet un avis favorable à la demande d'extension

4) Avis du CHSCT de l'entreprise du 26 avril 2005

Ce comité donne un avis favorable

IV -Observations du rapporteur

1). Examen des risques et inconvénients inhérents à l'exploitation des installations et dispositions prévues pour les réduire.

a) EAU

L'eau est prélevée d'une part dans le réseau public pour les besoins sanitaires, d'autre part dans la nappe pour les besoins liés à la production.

Le procédé de traitement de surface de la bande d'aluminium, avant laquage, ne génère pas de rejet d'eaux de rinçage.

Actuellement l'eau industrielle sert essentiellement au refroidissement de la bande après les opérations de cuisson du vernis. Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel.

A partir de 2006 toutes ces eaux seront en circuit fermé. Les besoins en eau seront très notablement réduits et serviront en grande partie à compenser l'évaporation des tours aéroréfrigérantes.

Les eaux industrielles susceptibles d'être polluées, sont rejetées à la STEP de Merxheim. Ces eaux sont constituées, des purges des tours aéroréfrigérantes, des purges du traitement de déminéralisation de l'eau prélevée en nappe, et des eaux de nettoyage. Une convention existe actuellement pour le traitement de ces eaux dans la STEP.

Les eaux pluviales sont rejetées dans le ruisseau Schecklenbach. Un bassin destiné à limiter le débit de fuite dans le ruisseau en cas de pluie décennale est en cours de construction, il servira également de bassin de confinement des eaux d'incendie. Le même dispositif est prévu pour la zone d'extension. Le réseau interne de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs/déshuileurs.

b) AIR

L'activité traitement de surface et laquage, génère des rejets à l'atmosphère de composés du chrome, de vapeurs acides, de vapeurs alcalines, et de COV (composés organiques volatils).

Les installations de combustion telles que chaudières, fours de préchauffage, four de cuisson, incinérateurs des COV génèrent des NOx (oxydes d'azote).

Les émissions des différentes installations de production sont captées au plus près de la source pour limiter les émissions diffuses.

Les vapeurs alcalines du bain de dégraissage sont rejetées sans traitement, par une cheminée. Une autre cheminée récupère les vapeurs émises par le four de séchage après chromatation.

Ces rejets sont contrôlés périodiquement. Du fait des faibles émissions aucun dispositif de traitement n'est prévu.

Les vapeurs de solvant « froids » (installations de nettoyage, installation de préparation des peintures, application de peintures, sont actuellement captées et rejetées sans traitement. Un traitement est prévu dans le futur.

Les vapeurs de solvant émises par l'installation de séchage/cuisson des peintures sont dirigées vers un incinérateur régénératif.

L'extension sera équipée pour traiter l'ensemble des solvants émis.

Les tours aéroréfrigérantes peuvent être à l'origine d'émissions d'aérosols contaminés par des légionelles. Des dispositions de nettoyage, d'entretien et de contrôle sont imposées visant à prévenir le développement des légionelles dans le circuit de la tour.

c) BRUIT

Les mesures de bruit effectuées ont mis en évidence une émergence de l'ordre de 11 dB(A) de jour et 15,5 dB(A) de nuit en limite Nord du site. Les premières habitations peuvent être affectées par le bruit. Cependant s'agissant d'une installation existante les émergences réglementaires doivent être respectées au-delà d'une distance de 200 mètres maximum des limites du site, ce qui est le cas. En outre les niveaux limites de bruits en limite de propriété, imposés par l'arrêté d'autorisation, sont également respectés. La zone d'extension est éloignée des habitations et n'aura pas de conséquence sur les émergences en zone à émergence réglementée. Aucune disposition visant à réduire l'émergence n'est prévue.

d) DECHETS

Les déchets générés par l'exploitation sont listés ; il s'agit de :

- Déchets d'emballages (cartons, plastiques..)
- Déchets assimilés aux ordures ménagères,
- Résidus de peintures
- Emballages et chiffons souillés,
- Bains morts de traitement de surface
- Rebut de production en polyéthylène

Ces différents types de déchets sont stockés dans des zones distinctes. Les déchets dangereux sont stockés sous abris et sur rétention pour les liquides.

La production annuelle de déchets dangereux, lorsque l'extension sera en fonctionnement, sera d'environ 1800 tonnes. Ces déchets sont destinés pour la majeure partie à être éliminés par incinération ou par traitement physico/chimique. Environ 245 tonnes de solvants sales sont envoyés en régénération.

Le tri à la source, mis en place permet de valoriser 98% des déchets non dangereux dont la production annuelle future est estimée à environ 2430 tonnes.

e) TRAFIC

Le trafic généré par l'exploitation sera au maximum de 65 camions par jour, soit une augmentation de 38% par rapport à la situation actuelle. Le trafic s'effectue pour environ 60% avec l'A35 à Meyenheim et 40% avec la RN 83. Ce trafic représente 2,5% du trafic journalier sur la RD 3 bis en direction de Meyenheim et 1% du trafic journalier en direction de la RN 83. L'impact sur la circulation n'est guère modifié. L'exploitation future permettra la suppression du trafic ALCOA dans la rue du Ballon.

f) SANTE

L'exploitant a évalué l'impact sur la santé de la population riveraine qui peut être affectée par les émissions atmosphériques.

Les TAR (tours aéroréfrigérantes) font l'objet d'un suivi particulier et n'ont pas été retenues dans l'évaluation.

L'impact sur la santé par les eaux souterraines, les sols et les rejets dans l'eau n'a pas été étudié, les eaux souterraines ne présentent en effet pas d'anomalies, les sources de pollution des sols, identifiées seront isolées afin d'éviter tout transfert vers un autre milieu et les rejets dans l'eau sont constitués des eaux sanitaires et des eaux de refroidissement non polluées.

Les substances retenues pour cette évaluation, ont été choisies en fonction de leur toxicité, des quantités susceptibles d'être émises, de leur comportement dans l'environnement et de l'existence de valeurs toxicologiques de référence (VTR) pour lesquelles apparaissent les effets (systémiques, non cancérogènes) ou qui ont une probabilité d'effet, (cancérogènes). Ces VTR, différentes selon les instances qui les ont publiées, sont affectées d'un facteur d'incertitude qui intervient dans le choix de la valeur à retenir.

Suite à ce recensement les substances suivantes ont été retenues :

- chrome
- méthyl éthyl cétone
- naphthalène
- butoxy-2 éthanol
- xylène

Parmi ces substances seules le chrome hexavalent et le butoxy-2 éthanol sont susceptibles de présenter des effets sans seuil (cancérigène).

Les populations à proximité du site ont été recensées, et les concentrations à l'immission au niveau du sol ont été évaluées à partir des concentrations mesurées dans les rejets actuels qui ne sont pas destinés à être modifiés. La situation future est prise en compte sur la base des mêmes valeurs ou des normes réglementaires.

Les plus fortes concentrations à l'immission ainsi déterminées se situent entre 25 m et 240 des points d'émission.

L'exposition à chaque substance est déterminée par la concentration moyenne inhalée par jour (CI) à partir de la concentration dans l'air, les personnes étant supposées présentes 20 heures sur 24 durant 365/an et toute leur vie.

Les mesures des composés organiques effectuées à l'émission, ne permettant pas de déterminer les concentrations de chaque substance, la valeur CI pour ces composés a été déterminée à partir du rejet global exprimé en carbone total.

substance	CI (mg/m ³)	VTR (mg/m3)	IR=CI/VTR
Chrome	$2,36 \cdot 10^{-8}$	$5 \cdot 10^{-6}$	$4,72 \cdot 10^{-3}$
méthyl éthyl cétone	$1,43 \cdot 10^{-3}$	5	$0,286 \cdot 10^{-3}$
naphtalène	$1,43 \cdot 10^{-3}$	$9 \cdot 10^{-3}$	0,16
xylène	$1,43 \cdot 10^{-3}$	0,435	$3,29 \cdot 10^{-3}$
butoxy-2 éthanol	$1,43 \cdot 10^{-3}$	0,96	$1,49 \cdot 10^{-3}$
méthyl éthyl cétone (point 7)	$6,64 \cdot 10^{-4}$	5	$0,133 \cdot 10^{-3}$

Ces concentrations (CI) sont toutes inférieures aux concentrations de référence (VTR) seuils des effets chroniques selon les bases de données toxicologiques existantes. (l'indice de risque $IR=CI/VTR$ est inférieur à 1).

La somme des indices de risques pour les différentes substances est également inférieure à 1 (Somme des IR= 0,17)

La survenue d'un effet toxique est par conséquent très peu probable.

Parmi les substances, le chrome hexavalent et le butoxy-2 éthanol sont considérés comme cancérogènes. L'inhalation de ces substances induit une probabilité d'apparition de cancer qui s'exprime par un excès de risque individuel (ERI) qui est égal à $CI \cdot ERU_{inh}$.

ERU_{inh} représente l'excès de risque unitaire qui correspond à la probabilité supplémentaire par rapport à un sujet non exposé, qu'un individu a, de développer l'effet s'il est exposé à une unité de concentration du polluant dans l'air inhalé pendant une vie entière (70 ans).

ERU_{inh} retenu pour le chrome hexavalent est : $4 \cdot 10^{-2} (\mu\text{g}/\text{m}^3)^{-1}$. Ainsi une exposition de 1000 personnes durant 70 ans à une concentration de $1 \mu\text{g}/\text{m}^3$ de cette substance est susceptible d'induire 40 cas supplémentaires de cancer.

Concernant le butoxy-2 éthanol, aucune valeur toxicologique sur le risque cancer n'est disponible concernant cette substance.

L'excès de risque individuel $ERI=CI \cdot ERU_{inh}$, représente la probabilité pour une personne exposée au polluant considéré de développer un cancer.

Dans le cas présent l'exploitant considère une durée d'exposition de 60 ans. La concentration moyenne inhalée CI pour le chrome est alors: $2,03 \cdot 10^{-5} \cdot \mu\text{g}/\text{m}^3$

A proximité du site l'excès de risque individuel par exposition au chrome hexavalent est :

$$ERI = 2,03 \cdot 10^{-5} \mu\text{g}/\text{m}^3 * 4 \cdot 10^{-2} (\mu\text{g}/\text{m}^3)^{-1} = 8,12 \cdot 10^{-7}$$

La probabilité, pour une personne exposée durant 60 ans, de développer un cancer, est donc de l'ordre de 1/1.250.000, probabilité très inférieure à 1/100.000 qui est le seuil d'acceptabilité du risque.

g) RISQUES

Les risques identifiés sont les risques extérieurs et ceux liés aux produits présents et à l'activité.

Les risques principaux liés aux installations sont les écoulements accidentels de liquides, l'incendie et l'explosion.

Un incendie peut survenir au niveau des dépôts, des installations d'application et de cuisson des vernis, de l'incinérateur de COV, et de l'installation de nettoyage au méthyl éthyl cétone. Les dépôts de matériaux d'emballage tels que bois, cartons et films plastiques peuvent également être sources d'incendie, ainsi que les stockages des granulés de polyéthylène.

Concernant plus particulièrement l'explosion, un tel phénomène peut survenir au niveau :

- des stockages de polyéthylène et des extrudeuses lors des transferts pneumatiques
- du local préparation peintures, cabines d'application, fours de séchage,
- des gaines d'évacuation des vapeurs de solvant vers l'incinérateur,
- des incinérateurs avec retour de flamme vers les lignes de laquage

L'épandage accidentel peut survenir dans les zones de stockage, durant la manutention et le transport des produits, ou par débordement des conteneurs de stockage des déchets. Des débordements sont également possibles au niveau de l'installation de traitement de surface.

Les conséquences d'un incendie pour le milieu naturel sont l'émission à l'atmosphère de gaz tels que CO et CO₂, d'entraînement par les eaux d'extinction, de substances polluantes générées par l'incendie.

Les causes menant à l'évènement redouté sont analysées et les mesures et moyens de prévention sont déterminés en conséquence.

Concernant l'incendie des moyens de prévention matériels sont prévus ou mis en place telle que double mise à la terre des équipements, contrôle des températures dans les fours avec action de sécurité sur seuil haut, éloignement des installations les unes par rapport aux autres, séparation des risques en matière des stockages, isolement des installations les unes par rapport aux autres, mise en place de dispositions organisationnelles visant à éviter l'apparition de sources d'inflammation.

Concernant l'explosion, les lignes de laquage sont ventilées de manière à maintenir la concentration en vapeurs inflammables, très inférieure à la LIE. Cette ventilation est asservie aux installations de production. La teneur en vapeurs de solvants est contrôlée en amont de l'incinérateur avec alarme sur seuil haut et action de sécurité sur seuil très haut (50% de la LIE).

Chaque brûleur des fours et celui de l'incinérateur est équipé d'un détecteur de flamme, et le train de gaz est équipé d'un détecteur de gaz naturel. Un seuil de température bas dans l'incinérateur met celui-ci en défaut, un seuil de température haut en amont, ainsi qu'une dépression insuffisante dans le circuit vers l'incinérateur, déclenche l'arrêt du laquage.

Des dispositifs sont également prévus en vue du démarrage de l'incinération des solvants en toute sécurité.

Le matériel installé dans les zones à risque d'explosion est adapté à ce risque.

Des mesures organisationnelles spécifiques aux installations à risque d'explosion sont prévues ou mises en place telles que gestion des installations par automate programmable, contrôle des divers capteurs, modes opératoires d'intervention, révision générale poussée, deux fois par an, formation spécifique des personnels.

Concernant l'écoulement accidentel, les déchargements de produits neufs et les chargements des bains morts du traitement de surface se font sur des zones spécifiques.

Les produits liquides sont livrés en fûts de 200 l ou en conteneurs de 1000 l. Les stockages de ces produits et des déchets sont réalisés sur rétention. Des équipements d'intervention sont présents dans les ateliers.

La ligne de traitement de surface dispose de rétention pour chaque bain. Ces rétentions sont équipées de détecteurs de présence de liquide avec alarme. Le transfert des bains usés vers les réservoirs de stockage, avant enlèvement, est réalisé à travers des conduites à double enveloppe.

Des émissions accidentelles à l'atmosphère, de vapeurs ou gaz polluants pourraient survenir en cas de dysfonctionnement au niveau de la ligne de laquage, du clapet situé en amont de l'incinérateur, ou en cas de mélange de produits incompatibles.

Des dispositions sont prévues visant à l'arrêt automatique des têtes de laquage en cas de position injustifiée du clapet amont de l'incinérateur. La ligne de laquage est nettoyée périodiquement. La séparation physique des diverses rétentions est réalisée.

Les mesures de protection contre l'incendie sont essentiellement

- l'isolement des installations les unes par rapport aux autres par des dispositions constructives ou l'éloignement, justifié par des études de scénarios d'accident,
- la détection et l'extinction automatique de certaines installations.

Le site dispose d'une équipe d'intervention, de divers matériels de lutte contre le feu : extincteurs, RIA, réserve d'eau et poteaux d'incendie permettant un débit d'extinction de 490 m³ en deux heures

Les mesures de protection contre l'explosion sont les événements et compensateurs, notamment sur les gaines de transfert des vapeurs de solvants et sur les fours des lignes de laquage.

En cas d'épandage accidentel hors zones étanches avec risque d'écoulement vers le réseau eaux pluviales du site, l'exploitant dispose de coussinets obturateurs, de boudins absorbants. Les eaux pluviales transitent en outre par un bassin permettant leur confinement pour analyse avant rejet dans le milieu naturel.

En vue de se protéger contre les événements redoutés externes, des mesures organisationnelles sont prévues en cas d'inondation, telles que le déplacement des stockages. La digue de protection a été renforcée, et le cuvelage du bâtiment peinture refait. La conduite de rejet du bassin des eaux pluviales est équipée d'un clapet anti-retour.

La protection contre la foudre sera réalisée conformément aux préconisations de l'étude effectuée à cet effet.

Par ailleurs le site est clôturé et une surveillance est assurée en vue de protéger les installations contre les actes de malveillance.

L'exploitant a étudié les divers scénarios d'accident et évalué leur criticité en fonction de la gravité et de la probabilité d'occurrence. Aucun scénario intolérable n'a été mis en évidence.

2). Avis de l'inspecteur des installations classées

L'ensemble des dispositions prises, décrites par l'exploitant, vise à limiter l'impact et les risques liés à l'installation.

La consommation d'eau sera notablement réduite par la mise en circuit fermé des eaux de refroidissement de la bande laquée à travers des tours aéroréfrigérantes. Celles-ci devront faire l'objet d'un suivi avec nettoyage et entretien périodique ainsi que des analyses mensuelles de l'eau des circuits.

Afin d'éviter une pollution des eaux souterraines ou des transferts vers l'air, les zones de pollution des sols par du chrome devront être rapidement confinées.

Concernant l'air, les rejets de solvants « froids » actuels devront être traités. Le dispositif de contrôle en continu du rejet de chaque incinérateur devra être équipé d'un calculateur permettant de déterminer la concentration en valeur moyenne journalière ainsi que le flux. Le bon fonctionnement du dispositif de mesure devra être contrôlé régulièrement.

L'évaluation de l'impact sur la santé ne met pas en évidence un risque inacceptable. Il importe de veiller à ce que les émissions, notamment de chrome, ne dépassent pas le niveau actuel qui a servi de base pour mener l'étude. L'exploitant étudie les possibilités de remplacement du produit de chromatation par un autre produit sans chrome.

Afin de limiter les conséquences en cas d'incendie, les stockages de matières combustibles devront être éloignés des stockages de liquides inflammables. De même les produits corrosifs devront être stockés à part.

Il importe de veiller au bon état des canalisations de gaz et à l'absence de risque de choc, notamment par les projections en cas d'explosion au niveau d'une installation.

L'absence de risque sur le poste de gaz par le stockage existant de liquides inflammables de capacité 30 m³ devra être justifiée.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité devront être tous identifiés, listés et faire l'objet de contrôles réguliers.

L'extension projetée est destinée à remplacer les installations existantes de l'usine I située au cœur du village. La nouvelle installation sera plus performante et les rejets spécifiques seront réduits. L'impact global futur devrait donc être moindre.

3). Avis du rapporteur sur les résultats de l'enquête publique et consultations administratives

L'enquête publique n'a pas suscité d'intérêt. . Une seule observation a été transmise au commissaire enquêteur. La signataire se plaint de la pollution générée par l'usine et attribue le décès de son mari à cette pollution en se référant à un certificat médical. Le médecin contacté par l'exploitant n'a cependant ni confirmé ni infirmé les termes du certificat en question.

Les municipalités consultées sont favorables au projet ou non pas répondu.

La DDASS est favorable au projet.

La Mission Inter Service de l'Eau demande que :

- l'échéance de réalisation du bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie soit fixée et que le positionnement de ce bassin intègre le risque inondation,
- des dispositions soient prises en vue de sécuriser la zone polluée par le chrome,
- le gestionnaire de la STEP soit averti de l'évolution des rejets,
- des dispositions soient prévues de manière à éviter qu'une crue, en cas de rupture de digue, n'affecte les stockages de liquides susceptibles de polluer les eaux.

Ces demandes de la MISE sont prises en compte dans le projet de prescriptions.

4). Prescriptions applicables

Les textes considérés dans le projet de prescriptions sont :

- ◆ L'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- ◆ L'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface,
- ◆ L'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.
- ◆ L'arrêté du 23 juin 1997 relatif à la limitation des bruits émis par les installations classées et la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées.
- ◆ Le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques ;
- ◆ L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.
- ◆ L'arrêté ministériel du 23 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre.
- ◆ Le décret 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

- ◆ Le décret no 94-609, du 13 juillet 1994 relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.
- ◆ L'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.

V - Conclusions

Nous proposons un avis favorable à la demande de la Société ALCOA ARCHITECTURAL PRODUCTS, sous réserve du respect des prescriptions proposées dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.